

TABLE ALPHABETIQUE DES MATIERES

Adoption

1° Adoption par plusieurs personnes – Adoptions successives – Pas d'exclusion d'office – C. civ., art. 349... 554

2° Adoption simple – Justes motifs – But successoral – C. civ., art. 343 et 363... 554

Appel

1° Appel incident – Appel d'intimé à intimé – Indivisibilité du litige – Exécution conjointe de décisions distinctes impossible – NCPD art. 571. 692

2° Jugement avant dire droit – Jugement définitif – Possibilité de relever appel du jugement définitif en toute hypothèse – Loi du 21 juin 1999, art. 44, al. 1er. - **Note de Séverine Menétrey, assistant professeur à l'Université du Luxembourg** ... 803

3° Jugement avant dire droit – Appel immédiat – Condition – Jugement ayant tranché une partie du principal – Notion de principal – Loi du 21 juin 1999, art. 44, al. 1er. - **Note de Séverine Menétrey, assistant professeur à l'Université du Luxembourg** 803

Assurances

1° Responsabilité civile automobile – Assurance obligatoire – Garantie – Etendue – Véhicule assuré en quelque lieu qu'il se trouve – Cause du dommage – Fait de circulation – Indifférence – Exception – Convention contraire - Loi du 16 avril 2003, art. 2.1 – Règlement grand-ducal du 11 novembre 2003, art. 2. 121

2° . . . Assurances – Responsabilité civile automobile – Exclusion de l'assurance – Conducteur non titulaire d'un permis de conduire valable – Inopposabilité de l'exclusion aux personnes lésées – Droit de recours contre l'assuré – Notion – Responsable du sinistre – Preneur d'assurance - Choix de l'assureur – Loi du 7 avril 1976, art. 1er et 13, §2. 123

3° . . . Assurances – Responsabilité civile automobile – Exclusion de l'assurance –

Action récursoire de l'assureur – Nature – Action en responsabilité contractuelle – Action en responsabilité délictuelle (non) – Action subrogatoire (non) – Loi du 7 avril 1976, art. 13, §2. 123

4° . . . Assurances – Responsabilité civile automobile – Action récursoire de l'assureur – Action trouvant sa source dans le contrat d'assurance – Prescription – Délai de prescription triennal – Point de départ – Jour où la décision ayant retenu l'infraction d'avoir circulé sans permis de conduire valable est coulée en force de chose jugée – Loi du 16 mai 1891, art. 31. 123

5° . . . Assurances – Responsabilité civile automobile – Action récursoire de l'assureur – Fondement – Absence de permis valable de l'assuré – Absence de relation de cause à effet avec le sinistre – Présomption de faute – Exonération – Preuve que la faute permettant le recours est attribuable à un tiers, qu'elle s'est produite à l'insu ou à l'encontre des instructions de l'assuré – Loi du 7 avril 1976, art. 13, §2. 123

6° . . . Assurances – Responsabilité civile automobile – Action récursoire de l'assureur – Action d'intérêt privé – Action susceptible de renonciation de la part de l'assureur – Loi du 7 avril 1976, art. 13, §2. 123

Astreinte

Révision – Impossibilité d'exécution de la condamnation principale – Appréciation du juge – Eléments d'appréciation – Charge de la preuve – C. civ., art. 2063. 175

Aveu

Intention de celui dont il émane – Reconnaissance d'un fait de nature à produire des conséquences juridiques – C. civ., art. 1354. 169

Avocat

1° Honoraires – Fixation – Critères – Importance de l'affaire – Degré de difficulté – Résultat obtenu – Situation de fortune du

client – Honoraires de résultat – Obligation de conclure une convention d'honoraires (non) – Caractère facultatif de la convention d'honoraires – Interdiction du pacte de quota litis – Loi du 10 août 1991, art. 38.

..... 460

2° Honoraires – Fixation – Absence de convention – Liberté de l'avocat – Conflit – Taxation par le Conseil de l'Ordre des Avocats – Avis ne liant ni le client, ni la juridiction – Appréciation du juge – Prise en compte du résultat obtenu – Pourcentage de l'enjeu de l'affaire (non) – Loi du 10 août 1991, art. 18 et 38..... 460

3° Honoraires – Fixation – Absence de convention – Liberté de l'avocat – Limite – Caractère excessif de l'honoraire – Pouvoir réducteur du juge – Critères – Service rendu – Attente du client – Loi du 10 août 1991, art. 18 et 38..... 460

4° Secret professionnel – Etendue – Saisie effectuée en relation directe avec une infraction (non) – Limite – Documents relatifs à l'exercice des droits de la défense – C. pén., art. 458 - C. instr. crim., art. 65. - **Note de Séverine Menétrey, assistant professeur à l'Université du Luxembourg** ... 793

Banque

1° Responsabilité civile – Violation des règles de conduite – Protection de l'intérêt général – Normes déontologiques – Base légale à une action des clients (non) – Loi du 5 avril 1993, art. 39 - Circulaire de la CSSF 2000/15.

2° Obligation de connaître son client – Etablissement de diagnostics – Formalisation écrite du profil du client – C. civ., art. 1134. 219

3° Dépôt de titres – Gestion simple – Obligation accessoire au contrat de dépôt de titres – Obligations d'information et de mise en garde – Obligation de conseil (non) – Client averti – Obligation de se renseigner – C. civ., art. 1915 et s. 219

4° Dépôt de titres – Obligation de garantie de distribution de dividendes (non) – C. civ., art. 1915 et s. 219

5° Gestion assistée – Obligation d'information sur l'insolvabilité imminente de l'émetteur – Information spontanée de la

banque (non) – Investisseur ayant connaissance de l'information – C. civ., art. 1134.

..... 219

6° Gestion discrétionnaire – Condition – Convention expresse – Dépôt de titres – Mandat – C. civ., art. 1915 et s. et art. 1984 et s. 259

7° Dépôt de titres – Gestion simple – Obligation accessoire d'information et de conseil – Obligation de moyens – Obligation accessoire de mise en garde – Portée – Opportunité des investissements (non) – C. civ., art. 1915 et s. et art. 1984 et s. 259

8° Ordres de bourse – Preuve par tous moyens – Relevés – Poursuite des relations sans protestation – C. com., art. 109... 259

9° Ordres de bourse – Réception des avis d'opérer – Inertie du client – Ratification tacite des opérations – Portée de la ratification – Perte du droit de contestation des opérations – Négligence du client – Convention de poste restante – Perte du droit d'agir en responsabilité contre le gestionnaire du compte (non) – C. civ., art. 1338, alinéa 3. 259

10° Convention de compte – Mandat général d'encaissement et d'exécution des ordres de paiement – C. civ., art. 1984.

..... 270

11° Virement erroné – Mandat (non) – Dépositaire – C. civ., art. 1991 et s. et art. 1927 et s. 358

12° Dépôt de fonds – Dépôt irrégulier – Obligation de restitution – Obligation de résultat – Paiement – Validité – Remise des fonds au déposant ou à la personne désignée – C. civ., art. 1927 et s. et art. 1235 à 1242. 358

13° Dépôt de fonds – Virement erroné – Clause de non-responsabilité – Portée – Exonération – Faute du client – C. civ., art. 1147. 358

14° Distinction entre dépositaire d'OPC et dépositaire de droit commun – Dépositaire – Responsabilité – Obligation de restitution de résultat – Loi du 20 décembre 2002, art. 17 et s. - C. civ., art. 1147, 1932 et 1933. – **Note de Isabelle Riassetto, professeur à l'Université du Luxembourg.** 679

15° Dépositaire d'OPC – Virements sans instructions préalables de la société de

gestion – Faute – Responsabilité – Loi du 20 décembre 2002, art. 18 – C. civ., art. 1984 et s. - **Note de Isabelle Riassetto, professeur à l'Université du Luxembourg** 679

16° Dépositaire – Responsabilité – Obligation de restitution – Exonération – Faute du client – Société de gestion d'OPC – Tenue du registre des parts d'un OPC – Charge de la preuve – Présomption simple d'exactitude attachée à l'inscription sur le registre – C. civ., art. 1147. - **Note de Isabelle Riassetto, professeur à l'Université du Luxembourg** 679

Banqueroute

Cessation des paiements – Aveu – Omission – Délit instantané – C. com., art. 574, 4°. 387

Bornage

Contrat – Conditions de validité de droit commun – Action en nullité – Prescription – Délai quinquennal – Point de départ – Jour de la connaissance de la cause de nullité – C. civ., art. 1304. 165

Cassation

1° Procédure – Moyens – Moyens nouveaux – Moyens de pur droit – Recevabilité – Loi du 18 février 1885, art. 3. 107

2° Cassation en matière pénale – Pourvoi en cassation – Droits de l'homme – Droits de la défense – Arrêts préparatoires et d'instruction – Pourvoi immédiat – Pourvoi avant la décision définitive sur le fond – Irrecevabilité – Arrêt de la chambre du conseil de la Cour d'appel rejetant un recours en nullité formé par la personne poursuivie contre des actes du dossier répressif – Personne poursuivie invoquant un dilemme quant à l'attitude à adopter face aux actes dont la nullité a été demandée – Violation alléguée des droits de la défense – Motif non pertinent pour déclarer recevable le pourvoi immédiat – Motif – Annulation des actes attaqués sur pourvoi différé des après la décision définitive sur le fond ayant pour effet d'empêcher l'usage en justice des déclarations y relatives contre la personne

poursuivie – C. instr. crim., art. 48-2, 126-1 et 416 – CEDH, art. 6.1. - **Avec les conclusions du Parquet général** 117

3° Pourvoi en cassation – Recevabilité – Décision définitive quant à l'action publique – Notion – Epuisement de la juridiction du juge pénal – C. instr. crim., art. 416. 391

4° Cassation en matière pénale – Pourvoi en cassation formé par la partie civile contre une décision d'acquiescement – Irrecevabilité du pourvoi visant des dispositions statuant sur l'action publique – Recevabilité du pourvoi visant des dispositions statuant sur l'action civile, portant condamnation de la partie civile aux frais ou au paiement d'une indemnité de procédure – Pourvoi susceptible de critiquer des motifs relatifs à l'action publique servant de base à la décision sur l'action civile – C. instr. crim., art. 412. - **Avec les conclusions du Parquet général** 657

Cession de créance

Cession de salaire – Notification au tiers cédé – Effet – Attribution de la créance au cessionnaire – Droit réel – Poursuite des effets sur les sommes échues après l'ouverture d'une procédure d'insolvabilité – Loi du 11 novembre 1970, art. 17 – Règlement CE 1346/2000 du 29 mai 2000, art. 5. 209

Constitution

1° Principe de l'égalité de traitement – Applicabilité – Etranger relevant de l'ordre juridique luxembourgeois – Etranger invoquant la compétence des tribunaux luxembourgeois – Moyen tiré de l'inconstitutionnalité de l'article 14 du Code civil – Inconstitutionnalité éventuelle ne pouvant fonder la compétence des tribunaux luxembourgeois à l'égard de l'étranger – Const., art. 10bis (1) – Loi du 27 juillet 1997, art. 6 – C. civ., article 14. 448

2° Cour Constitutionnelle – Question de conformité d'une loi à la Constitution – Obligation de renvoi – Exceptions – Question non nécessaire pour la prise de jugement – Question dénuée de fondement – Existence d'une décision de la Cour Constitutionnelle ayant le même objet – Loi du 27 juillet 1997, art. 6. 566

3° Principe d'égalité de traitement – Portée – Principe applicable en cas de traitement différent par rapport à une situation identique – Principe inapplicable en cas de traitement identique par rapport à des situations différentes – Application – Droit pénal – Droit pénal spécial – Assassinat – Meurtre – Peine maximale identique – Critère de différenciation – Préméditation – Auteurs des infractions respectives se trouvant dans des situations différentes – Cour constitutionnelle – Pertinence d'une différenciation entre niveaux de peines et d'une proportionnalité entre infraction et peine ne pouvant être appréciée par la Cour constitutionnelle – Question dépourvue de tout fondement – Dispense de saisine – Const., art. 10bis – C. pén., art. 393 et 394 – Loi du 27 juillet 1997, art. 6. - **Avec les conclusions du Ministère public** 771

Contrats, conventions et obligations

1° Cession de contrat – Validité – Conditions – Consentement du cédé – Effet – Substitution de contractant (non) – Libération du cédant (non) – Nécessité d'une volonté expresse pour libérer le cédant – C. civ., art. 1165. 78

2° Contrat à durée déterminée – Validité de la clause de résiliation anticipée – C. civ., art. 1134. 251

3° Distinction entre terme et condition – Terme à échéance incertaine – Pouvoir du juge – Substitution d'un terme fixe à un terme indéterminé – C. civ., art. 1185 et 1901. 349

4° Nullité – Violation du secret fiscal (non) – Loi générale des impôts du 22 mai 1931 (Abgabenordnung), paragraphe 412. ... 384

5° Force obligatoire – Changement des circonstances – Compromis de vente – Augmentation dans le temps du prix d'un terrain à bâtir – Changement prévisible – Imprévision (non) – C. civ., art. 1134. – **Note de Pascal Ancel, professeur à l'Université du Luxembourg** 393

6° Nullité – Violence – Contrainte économique – Dépendance économique – Insuffisance – Exploitation de la situation par le cocontractant – Abus de l'inégalité contractuelle – Appréciation in concreto – Demande du créancier de l'engagement

personnel du dirigeant de la société contractante – Contrainte (non) – C. civ., art. 1109 et 1112. 431

7° Cautionnement – Notion – Solidarité – Effets – Choix discrétionnaire du débiteur – Etendue – Principal et accessoires – Portée – Intérêts légaux – Intérêts conventionnels – Intérêts moratoires – Pénalités – C. civ., art. 2011 et 2013. 431

8° Cautionnement – Etendue de la garantie – Intérêts conventionnels – Point de départ – Jour de l'échéance des factures – Arrêt du cours des intérêts à l'égard de la seule masse de la faillite de la débitrice principale – C. civ., art. 2013. 431

9° Cautionnement – Caractère accessoire – Opposabilité des exceptions – Clause pénale – Possibilité pour la caution de demander la réduction – C. civ., art. 2013. 431

10° Renonciation – Condition de mise en œuvre – Actes manifestant sans équivoque la volonté de renoncer – Insuffisance du seul défaut, même prolongé, du créancier de réclamer l'exécution du droit – C. civ., art. 1134. 760

11° Conditions de validité – Vices du consentement – Dol – Réticence dolosive – Vendeur professionnel – Obligation d'information – Obligation de contracter de bonne foi – Erreur excusable – C. civ., art. 1116 et 1134 alinéa 3. 768

12° Conditions de validité – Vente du logement de la famille – Défaut de consentement du conjoint – Nullité relative ne pouvant être invoquée que par l'époux non vendeur – Droit pour l'acquéreur de demander la résolution (non) – C. civ., art. 215 et 1184. 788

13° Cession d'une clientèle médicale – Objet – Bien patrimonial – Conditions – Facteurs objectifs – C. civ., art. 1129. ... 790

Divorce

1° Liquidation – Dépenses pour l'entretien du ménage – Paiement de loyers du domicile familial – Solidarité entre époux – Cessation de la solidarité au moment de la dissolution du mariage – Créance à l'égard de l'indivision post-communautaire – Exception – Jouissance gratuite du domicile

familial - Exécution de l'obligation de secours - C. civ., art. 212, 214 et 815-13.	343
2° Séparation de fait - Logement de la famille - Vente - Nécessité du consentement du conjoint pendant la séparation ou l'instance en divorce - C. civ., art. 215.	788

Droit de la consommation

1° Action en cessation - Intérêt à agir d'une organisation agréée de défense des consommateurs - Condition - Risque de renouvellement de l'acte critiqué - Clause isolée d'un contrat ne constituant pas une clause-type - Irrecevabilité de l'action - C. de la consommation, art. L. 313-2 [Ancienne loi du 19 décembre 2003, art.2]. 1

2° Vente - Garantie légale de conformité - Action en cessation - Intérêt à agir d'une organisation de défense des consommateurs agréée - Condition - Risque de renouvellement de l'acte critiqué - Clause isolée d'un contrat ne constituant pas une clause-type - Irrecevabilité de l'action - C. de la consommation, art. L. 320-7 [Ancienne loi du 21 avril 2004, art.9]. 1

3° Protection juridique du consommateur - Clauses abusives - Opérateur de télécommunications - Fourniture du service contractuellement prévu - Connexion aux réseaux et accès aux services promis - Obligation de résultat - Clause dégageant le professionnel de cette obligation essentielle - Caractère abusif - C. consommation, art. L. 211-2 (1) - [Ancienne loi du 25 août 1983, art. 1er]. 51

4° Protection juridique du consommateur - Clauses abusives - Opérateur de télécommunications - Résiliation sans préavis pour absence prolongée de connexion - Caractère abusif - C. consommation, art. L. 211-2 (1) et L. 211-3 4° - [Ancienne loi du 25 août 1983, art. 1er et 2.4°]. 51

5° Protection juridique du consommateur - Clauses abusives - Opérateur de télécommunications - Clause dite « fair use » - Conditions de validité - C. consommation, art. L. 211-2 (1) et L. 211-3 4° - [Ancienne loi du 25 août 1983, art. 1er et 2.4°]. 51

6° Protection juridique du consommateur - Clauses abusives - Contrat d'abonnement - Période d'engagement minimale - Condition de validité - Possibilité de résiliation pour motifs légitimes - C. consommation, art. L. 211-2 (1) et L. 211-3 4° - [Ancienne loi du 25 août 1983, art. 1er et 2.4°]. 51

Droit d'établissement

Exploitation d'un établissement - Autorisation légalement requise - Absence d'autorisation - Délit continu - Loi du 2 septembre 2011, art. 39. 387

Droit international privé

1° Exequatur - Jugement étranger - Examen obligatoire - Compétence exclusive du for - Violation des règles d'ordre public international - Respect des droits de la défense - NCPC, art. 677-1 et 678. 105

2° Conflit de juridiction - Contrat - Prestation de services - Lieu d'exécution du contrat - Agence commerciale - Règlement (CE) n° 44/2001 du Conseil du 22 décembre 2000, art. 5.1), b). 145

3° Conflit de lois - Régimes matrimoniaux - Convention de La Haye - Applicabilité dans le temps - Droit transitoire des règles de conflit de lois - Soumission des régimes matrimoniaux au domaine contractuel - Applicabilité des lois nouvelles aux régimes matrimoniaux en cours (non) - Applicabilité de la règle de conflit de lois en vigueur à la date du mariage - Choix des époux - Absence de manifestation expresse - Présomption - Soumission à la loi du premier domicile conjugal - C. civ., art. 1387 - Loi du 17 mars 1984, art. 2. 267

4° Règle de compétence privilégiée - Caractère subsidiaire - Conditions - Obligation contractée envers un Luxembourgeois - Nationalité luxembourgeoise du demandeur - Etranger domicilié sur le territoire luxembourgeois ne pouvant s'en prévaloir - Exceptions - Instruments internationaux - C. civ., art. 14. 448

5° Compétence de nécessité - Notion et conditions - Risque de déni de justice - Attache avec le Luxembourg - NCPC, art. 27. 448

Droit pénal

1° Droit pénal spécial – Concussion – Corruption – Infractions inconciliables – C. pén., art. 243, 246, 247, 249 et 250.. . . . 20

2° Droit pénal spécial – Corruption – Corruption postérieure – Éléments constitutifs – Absence d'exigence d'un bénéficiaire tiré de l'acte ou de l'abstention rémunérés – C. pén., art. 249.. . . . 20

3° Droit pénal spécial – Prise illégale d'intérêts – Éléments constitutifs – Mise en contact de l'intérêt privé avec l'intérêt public – Absence d'exigence d'une intention frauduleuse ou d'un préjudice – Excuse prévue par l'article 245, second alinéa, du Code pénal – Conditions devant être cumulativement réunies – Absence de toute possibilité de préjudice – Agent ayant dû agir ouvertement – C. pén., art. 245. . . . 20

4° Droit pénal spécial – Sociétés commerciales – Abus de biens sociaux – Compte d'associé – Position débitrice – Effet – Loi du 10 août 1915, art. 171-1. 42

5° Droit pénal général – Responsabilité pénale des personnes morales – Infraction commise dans l'intérêt de la personne morale – Notion – C. pén., art. 34. 455

6° Droit pénal spécial – Coups et blessures involontaires – Faute de la victime – Cause d'exonération de responsabilité pénale (non) – C. pén., art. 420. 455

7° Droit pénal spécial – Sécurité et santé des travailleurs – Mise à disposition de matériel de protection – Etendue de l'obligation de l'employeur – C. trav., art. L. 312-1. 455

8° Droit pénal spécial – Coups et blessures involontaires – Défaut de prévoyance ou de précaution – Préjudice – Lien causal – C. pén., art. 420. 455

9° Droit pénal général – Faits justificatifs – Fait justificatif tiré des droits de la défense –

Vol de documents couverts par le secret professionnel commis par un salarié au détriment de son employeur – Communication des documents par le salarié à la juridiction de travail saisie d'un litige l'opposant à son employeur – Poursuite pénale du chef de vol et de violation du secret professionnel – Infractions susceptibles d'être justifiées – Conditions – (A) Documents devant être strictement nécessaires à l'exercice des droits de la défense du salarié dans le cadre du litige de droit du travail l'opposant à son employeur – Appréciation – Dispense du juge pénal d'examiner séparément la pertinence de chaque document – (B) Documents devant être utilisés exclusivement dans le cadre de ce litige – (C) Infractions susceptibles d'être justifiées même si les documents ont été soustraits par le salarié en vue d'un litige futur l'opposant à son employeur – (D) Infractions susceptibles d'être justifiées même si le salarié n'a pas fait l'objet d'un licenciement, mais a donné sa démission pour motif grave – C. pén., art. 70, 458 et 461 - CEDH, art. 6-1. 657

10° Droit pénal spécial – Vol – Éléments constitutifs – Choses susceptibles de faire l'objet d'un vol – Biens incorporels – Données électroniques stockées sur un serveur informatique – Élément matériel – Soustraction – Téléchargement – C. pén., art. 461. 657

11° Droit pénal spécial – Vol – Éléments constitutifs – Élément matériel – Soustraction – Chose détenue par l'auteur à titre précaire – Vol commis par usurpation de la possession – Application – Salarié détenant à titre précaire des documents appartenant à son employeur – Salarié photocopiant ces documents à des fins personnelles à l'insu et contre le gré de son employeur – Faits à qualifier de soustraction – Qualification non remise en cause par la circonstance que les documents photocopiés ne constituent pas des originaux – C. pén., art. 461. 657

Droits de l'Homme

1° Circulation – Ivresse au volant – Récidive – Confiscation obligatoire – Compatibilité avec le principe de la légalité des peines – Compatibilité avec les principes d'accessibilité, de précision et de prévisibilité de la règle de droit – CEDH, art. 7 – Loi du 14 février 1955, art. 12 et 14. – **Avec les conclusions du Parquet général** 780

2° Circulation – Ivresse au volant – Récidive – Confiscation obligatoire – Protection de la propriété – Compatibilité avec l'article 1er du Protocole n° 1 à la CEDH – CEDH, Protocole n° 1, art. 1 – Loi du 14 février 1955, art. 12. – **Avec les conclusions du Parquet général** 780

Enlèvement international d'enfants

Retour de l'enfant – Refus de l'Etat requis – Conditions – Défaut de mise en place de dispositions adéquates pour assurer la protection de l'enfant après son retour – Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants, art. 13 – Règl. CE n° 2201/2003 du 27 novembre 2003 relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale, art. 11, 4°. 427

Enregistrement

Droit proportionnel d'enregistrement – Droit de mutation – Transfert de propriété ou de jouissance d'un bien immeuble – Droit de superficie – Démembrement horizontal de la pleine propriété – Assujettissement au droit d'enregistrement de mutation immobilière – Soumission cumulative au droit d'enregistrement proportionnel et à la TVA – Loi du 22 frimaire an VII, art. 2, 4 et 69, par.7 – Loi du 22 octobre 2008, art.14-1. 86

Enrichissement sans cause

Soins apportés par un enfant à ses parents – Devoir moral – Appauvrissement de l'enfant – Enrichissement corrélatif du parent – C. civ., art. 205 et 1375. 169

Exécution

Distribution par contribution – Compétence – Président du tribunal – Recours – NCPN art. 792..... 692

Faillite

1° Action en comblement du passif – Conditions – Faute grave et caractérisée – Notion – Violation des normes essentielles de la vie en société – Dirigeant raisonnablement prudent et diligent – Légèreté ou insouciance impardonnable – Conscience de la contribution du comportement à la faillite – Faute incontestable – Lien de causalité entre faute grave et caractérisée et la faillite – C. com., art. 495-1. 155

2° Action en comblement du passif – Faute grave et caractérisée – Compte courant d'associé débiteur – C. com., art. 495-1. 155

3° Litige découlant d'une faillite – Composition du siège – Présence obligatoire du juge-commissaire – Rapport du juge-commissaire – Analyse du fond du litige – Atteinte à l'impartialité (non) – C. com., art. 495-1 et 635 – CEDH, art. 6 (1). 155

4° Applicabilité des règles de la faillite à la liquidation des établissements de crédit – Suspension des poursuites individuelles – Portée – Possibilité de demander la condamnation du failli (non) – Nécessité d'agir par voie de déclaration de créance ou d'action en admission de la créance – Etendue – Actions mobilières et immobilières affectant la masse – C. com., art. 452. 703

5° Action civile – Créance de dommages et intérêts – Opposabilité du jugement pénal à la masse – Conditions – Mise en cause du curateur – C. com., art. 452..... 703

6° Déclaration de créance – Admission provisionnelle d'une créance – Cas unique d'ouverture – Vote à l'assemblée concordataire – Action en paiement pendante à l'étranger – Indifférence – C. com., art. 504, al.2. 703

7° Demande tendant à l'admission d'une déclaration de créance – Demande reconventionnelle dérivant du fait qui sert de fondement à l'action originaire – Compétence de la juridiction d'ouverture de la

procédure de faillite – C. com., art. 635.
 703

Filiation

1° Droit de visite - Droit d'hébergement - Distinction - Droit de visite n'incluant pas le droit d'hébergement - C. civ., art. 374 al. 2.
 699

2° Droit de visite – Absence de lien de parenté - Conditions – Situation exceptionnelle - Intérêt supérieur de l'enfant - Vie familiale - Relation effective - Convention internationale des droits de l'enfant - C. civ., art. 374 al. 2. 699

Gage

1° Nantissement – Nantissement d'une créance – Réalisation du gage – Obligation d'une mise en demeure (non) - Loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière – Domaine d'application – Exclusion des dispositions du Code de commerce – C. com., art. 116 et 117 – Loi 5 août 2005, art. 11(3). 67

2° Nantissement – Nantissement d'une créance – Obligation du débiteur de la créance nantie – Etendue – Limite du montant de la créance garantie – Preuve des paiements effectués par le débiteur de la créance garantie – Charge de la preuve – Mesure d'instruction pouvant être ordonnée (non) - C. civ, art 1315 – NCP, art. 351.
 67

Garantie autonome

1° Notion – Autonomie par rapport au contrat principal – Inopposabilité des exceptions tirées du contrat principal – Distinction avec le cautionnement – C. civ., art. 2011. 407

2° Relation avec le contrat principal – Cause de la garantie – C. civ., art. 1131.
 407

3° Exceptions – Admissibilité – Exceptions tirées du contrat de garantie – Exceptions tirées du contrat principal (non) – Appel à garantie manifestement abusif ou frauduleux – C. civ., art. 1131. 407

Gestion d'affaire

Maître hors d'état d'agir - C. civ., art. 1372. 362

Lois et règlements

Règlement grand-ducal – Base légale – Loi abrogée – Survie du règlement – Conditions – Règlement n'ayant pas été rapporté et n'étant pas devenu inconciliable avec les règles fixées par une législation postérieure – Const., art. 36 – C. civ., art 1er. 191

Mandat

1° Procuration sur compte bancaire – Prélèvement d'espèces – Obligation de rendre compte – Intérêt du mandant – Charge de la preuve – Modes de preuve – Succession – Liens familiaux entre mandant et mandataire – Pas d'impossibilité morale automatique de rendre compte – C. civ., art. 1993. 169

Mitoyenneté

1° Mur de séparation – Utilité égale aux deux constructions – Présomption de mitoyenneté – Mur de soutènement – Présomption d'appartenance à celui dont il soutient les terres et qui en profite exclusivement – C. civ, art. 653. 83

Paiement de l'indu

1° Action en répétition de l'indu – Caractère non subsidiaire – Charge de la preuve – Nécessité d'un paiement – Répétition de l'indu objectif – Erreur du solvens – Incidence – Preuve – C. civ., art. 1376 et 1377. 362

2° Distinction entre indu objectif et indu subjectif – Accipiens non créancier – Action en répétition – Conditions – Bonne foi de l'accipiens indifférente – Erreur du solvens – C. civ., art. 1376 et 1377. 421

Partage

1° Lésion – Rescision – Liquidation de communauté – Divorce par consentement mutuel – Transaction – Applicabilité – C. civ., art. 276, 887 et 888. 160

2° Lésion – Rescision – Caractère d'ordre public – Confirmation – Conditions – Confirmation dans l'acte de partage (non) – Ratification par acte postérieur – Confirmation tacite – Actes postérieurs au partage manifestant sans équivoque la volonté de renoncer – C. civ., art. 887, 888 et 1338.
.....160

3° Lésion – Rescision – Mise en œuvre – Reconstitution de la masse partageable – Date du partage – Comparaison de la valeur du lot attribué avec celle de la part qui aurait dû revenir au lésé – C. civ., art. 887 et 888.160

Presse

1° Actions publique et civile résultant d'une infraction commise par la voie d'un media – Prescription – Délai trimestriel – Contrariété à l'article 10bis de la Constitution (non) – Constitution, art. 10bis – Loi du 8 juin 2004, art. 70.566

2° Action civile résultant d'une infraction commise par la voie d'un media – Prescription – Interruption – Causes – Actes d'instruction et de poursuite – Notion – Citation directe – Actes de l'enquête officieuse – Procès-verbal d'audition d'un suspect – Loi du 8 juin 2004, art. 73. . . .566

Prêt

1° Prêt subordonné – Notion – C. civ., art. 1895.251

2° Prêt subordonné – Conditions de validité – Violation de la règle de l'égalité des créanciers (non) – C. civ., art. 1895 et 1108.251

3° Prêt subordonné – Effets – Respect de l'ordre de remboursement convenu – Portée de la clause de subordination – Dettes antérieures à l'expiration du prêt subordonné – C. civ., art. 1895.251

Preuve en matière commerciale

Facture acceptée – Portée – Contrats à caractère commercial – Acceptation par le silence – Obligation d'émettre des protestations précises – Bref délai – Charge de la preuve incombant au destinataire de la facture – C. com., art. 109.353

Procédure civile et commerciale

1° Qualité à agir – Titulaire légal d'une action – Pouvoir exclusif de saisine des juridictions – NCPC, art. 50.71

2° Signification d'actes à l'étranger – Signification directe par la voie postale – Régularité de principe – Règlement CE 1393/2007, art. 14.74

3° Signification d'actes à l'étranger – Défaut de comparution – Vérifications à opérer par le juge – Signification dans les formes prescrites par la législation de l'Etat requis – Signification en temps utile pour permettre au défendeur de préparer sa défense – Règlement CE 1393/2007, art. 19.1.74

4° Signification d'actes à l'étranger – Défaut de comparution – Absence d'attestation constatant la notification ou la signification de l'acte – Possibilité de statuer pour le juge luxembourgeois – Conditions – Mode de signification ou de notification prévu par le Règlement – Délai d'au moins six mois depuis l'envoi de l'acte – Impossibilité d'obtenir une attestation de remise malgré les démarches effectuées – Règlement CE 1393/2007, art. 19.2.74

5° Signification d'actes à l'étranger – Inobservation des conditions de la signification ou de la notification – Sanction – Sursis à statuer – Nullité de l'acte introductif (non) – Règlement CE 1393/2007, art. 19.74

6° Référé – Urgence – Dommage imminent – Notion – NCPC, art. 932 al. 1er.83

7° Preuve – Acte sous seing privé – Authenticité contestée – Absence d'inscription en faux – Obligation pour le juge de procéder à la vérification d'écritures – Obligation de fonder la décision sur d'autres éléments de preuve – C. civ., art. 1324.107

8° Mesures d'instruction – Enquête – Capacité de témoigner – Partie en cause – Société anonyme – Organe de représentation – Conseil d'administration – Capacité de témoigner d'un administrateur – Incapacité de témoigner de l'administrateur-délégué – NCPC, art. 399 et 405.141

9° Jugement – Nullité – Défaut de motifs – Défaut de réponse à conclusions – Conditions – Moyen imposant au juge d'y

répondre – Notion – Conclusions vagues et imprécises – NCPC, art. 249. 160

10° Jugement – Nullité – Action en annulation – Titulaire – Partie victime du défaut de réponse à ses conclusions – NCPC, art. 249. 160

11° Intérêt à agir – Notion – Appréciation au stade de la recevabilité de la demande – NCPC, art. 50. 180

12° Voies d'exécution – Saisie immobilière – Commandement – Obligation de notification à des tiers (non) – NCPC, art. 809 et 810. 180

9° Règle «le criminel tient le civil en état» – Conditions – C. instr. crim., art. 3, al. 2. 180

13° Voies d'exécution – Créance hypothécaire – Saisie immobilière pénale – Conflit – Saisie pénale ne suspendant pas l'exécution d'un titre hypothécaire acquis antérieurement – C. instr. crim., art. 3, al. 2 et 66-1. 180

14° Exploit d'huissier – Acte de procédure – Nullité – Nullité de forme – Conditions – Nullité devant porter atteinte aux intérêts de la partie adverse – Grief – Difficulté éventuelle d'exécuter la décision à intervenir – Préjudice hypothétique ne permettant pas de prononcer la nullité de l'acte – NCPC, art. 264. 187

15° Expertise – Principe du contradictoire – Droit à un procès équitable – Application à la procédure dans son ensemble – Droit d'assister aux opérations d'expertise médicale (non) – Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales du 4 novembre 1950, art. 6 § 1 – NCPC, art. 432. 235

16° Procès équitable – Droit d'accès à un juge – Restriction admissible – Conditions – Légitimité du but et proportionnalité – Cautio judicatum solvi – But – Protection contre le non-recouvrement des indemnités et frais – Appréciation – Risque ayant une apparence réelle – Caution à fournir – Montant – Appréciation libre – Limite – Montant prohibitif – Pacte international relatif aux droits civils et politiques, art. 14 – CEDH, art. 6 et 13 – NCPC, art. 257. 346

17° Cassation – Renvoi – Pouvoirs de la juridiction de renvoi – Limitation des effets de l'annulation d'une décision à la portée du

moyen – Exceptions – Indivisibilité – Dépendance nécessaire avec les dispositions cassées – Loi du 18 février 1885, art. 28 et 29.

18° Appel – Recevabilité – Respect du contradictoire – Question d'ordre public – Obligation de renvoi des parties devant le juge de la mise en état – Conclusions écrites – NCPC, art. 65, 571 et 599. 398

19° Jugement – Nullité – Défaut de réponse à un moyen – Annulation du jugement (non) – Réparation par l'examen obligatoire en appel – Constitution, art. 89. 431

20° Action déclaratoire – Notion – Conditions de recevabilité – NCPC, art. 154. 448

21° Compétence territoriale – Pluralité de défendeurs – Compétence du domicile de l'un des défendeurs – Condition – Défendeur réel et sérieux – NCPC, art. 30. 448

22° Compétence matérielle et territoriale – Action née de la faillite – Action de droit commun – Distinction – C. com., art. 635. 448

23° Demande nouvelle – Liquidation d'un établissement de crédit – Demande en admission d'une déclaration de créance – Demande reconventionnelle du liquidateur – Demandes en nullité et en responsabilité formées en défense à la demande reconventionnelle – Recevabilité – NCPC, art. 592. 549

24° Exploit – Nullité – Nullité de forme – Exigence d'un grief – Appréciation in concreto – NCPC, art. 264. 762

Procédure pénale

1° Procédure pénale – Enquête de flagrant crime ou délit – Enquête préliminaire – Instruction préparatoire – Recours en nullité – Délai – Nature – Délai de forclusion – Portée – Cause de nullité ne se révélant qu'après l'expiration du délai – Forclusion également applicable à ces causes de nullité – C. instr. crim., art. 48-2 et 126. – **Avec les conclusions du Parquet général** 6

2° Appel – Effet dévolutif – Portée – Appel de la seule partie civile – Appel ne saisissant le juge d'appel que de la seule action civile,

à l'exclusion de l'action publique – Solution applicable même en cas d'appel formé contre un jugement ne statuant que sur un incident – Application – Jugement déclarant éteinte l'action publique par l'effet de la prescription – C. instr. crim., art. 202. - **Avec les conclusions du Parquet général** . . . 109

3° Témoins – Incapacité de témoigner – Matière correctionnelle – C. instr. crim., art. 156-1 et 189. 195

4° Sursis à l'exécution des peines – Condamnations contradictoires subies à l'étranger – Assimilation aux condamnations prononcées par les juridictions luxembourgeoises – Application au sursis simple et au sursis probatoire – C. instr. crim., art. 628-3. 197

5° Sursis à l'exécution des peines – Condamnation antérieure – Interprétation – Condamnation irrévocable avant le fait motivant la seconde poursuite – C. instr. crim., art. 626 et 629. 197

6° Compétence territoriale internationale des tribunaux luxembourgeois – Prorogation de compétence – Indivisibilité – Notion – C. pén., art. 3 – C. instr. crim., art. 5 et ss. 238

7° Instruction préparatoire – Nullités – Régime – Nullités devant être soulevées dans le cadre du recours en nullité de l'article 126 du Code d'instruction criminelle – Portée – Nullités prévues par une norme nationale ou internationale – C. instr. crim., art. 48-2 et 126. 382

8° Citation à prévenu – Citation à une personne placée sous curatelle – Obligation de notifier la citation au curateur – Sanction – Nullité de la citation – C. instr. crim., art. 381 – C. civ., art. 510-2 – Convention européenne des droits de l'homme du 4 novembre 1950, art. 6. 424

9° Jugement par défaut frappé successivement d'opposition et d'appel – Obligation de statuer d'abord sur la recevabilité de l'opposition – C. instr. crim., art. 187 et 202. 442

10° Droits de la défense – Mandat de dépôt – Droit à une traduction écrite – Appréciation in concreto – Directive 2010/64/UE du 20 octobre 2010, art. 3. 563

11° Premier interrogatoire devant le juge d'instruction – Droit d'accès préalable au

dossier pénal (non) – Droits de la défense – Atteinte (non) – Exception – Atteinte irrémédiable aux droits de la défense ne pouvant plus être redressée – Appréciation in concreto – C. instr. crim., art. 85 (1) – Conv. eur. des droits de l'homme, art. 6. 715

12° Condamnation au civil – Difficultés d'exécution – Compétence – Distinction – Poursuite de l'exécution de la condamnation au civil par le demandeur au civil contre le défendeur au civil – Incompétence du juge pénal – Poursuite de l'exécution de la condamnation au civil par le Ministère public – Compétence du juge pénal – NCPC, art. 596 – C. instr. crim., art. 197. - **Avec les conclusions du Ministère public** 747

13° Condamnation prononcée par le juge pénal – Exécution – Rétablissement des lieux – Suppression de travaux – Réquisition par le délégué du Procureur général d'Etat de l'Administration aux fins de l'exécution de la condamnation – Nature – Décision ayant le même caractère que celle dont elle assure l'exécution – Conséquence – Compétence du juge pénal pour connaître d'une demande en annulation dirigée contre la décision du délégué du Procureur général d'Etat – NCPC, art. 596 – C. instr. crim., art. 197. - **Avec les conclusions du Ministère public** 747

14° Cassation – Recevabilité – Droits de l'homme – Décisions préparatoires et d'instruction – Interdiction du pourvoi immédiat – But – Prévention des recours dilatoires – Absence de recours effectif en cas de violation des droits de la défense (non) – Motif – Pourvoi différé permettant de provoquer l'annulation de l'ensemble de la procédure subséquente à la décision cassée – CEDH, art. 6 et 13 – C. instr. crim., art. 416. 765

15° Cassation – Recevabilité – Droits de l'homme – Décisions préparatoires et d'instruction – Interdiction du pourvoi immédiat – Exception – Excès de pouvoir – Portée – Transgression par le juge compétent d'une règle d'ordre public circonscrivant son autorité – Insuffisance de la simple violation de la loi, même de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales – CEDH, art. 6 et 13 – C. instr. crim., art. 416. 765

16° Saisie pénale – Annulation – Réparation de l'irrégularité – Restitution des objets illégalement saisis – Données informatiques illégalement copiées – Destruction des données – Destruction du support matériel (non) – C. instr. crim., art. 68 et 126-1. - **Note de Séverine Menétrey, assistant professeur à l'Université du Luxembourg** 793

Propriété immobilière

1° Revendication – Bornage – Nature contractuelle – Acte translatif de propriété (non) – C. civ., art. 646.. 165

2° Propriété immobilière – Revendication – Prescription acquisitive abrégée – Conditions – Existence d'un juste titre – Notion – Acte translatif de propriété – Procès-verbal de bornage (non) – C. civ., art. 2265. 165

Propriété littéraire et artistique

Droit d'auteur – Architecture – Originalité de l'œuvre – Titularité des droits – Œuvre dirigée – Reproduction illicite – Evaluation du préjudice – Loi du 18 avril 2001, art. 1er, 3 et 6..... 151

Régimes matrimoniaux

1° Divorce – Avantages matrimoniaux – Perte – Notion d'avantage matrimonial – Notion objective – Critère – Enrichissement, par suite du fonctionnement du régime matrimonial, de l'un des époux au détriment de l'autre – Application – Communauté universelle – Apport d'un immeuble propre – Défaut de pertinence de la recherche d'une libéralité – C. civ., art. 299 et 1527..... 18

2° .Communauté de biens – Liquidation et partage – Vente d'un bien faisant partie de la communauté légale – Respect du cahier des charges par l'adjudicataire indivisaire ou copropriétaire – Epoux redevable de l'intégralité du prix et des intérêts envers la masse – Etablissement d'un compte récapitulatif des créances et dettes réciproques – Compensation, sinon mécanisme du rapport des dettes – Voie de moins-prenant – Règlement par voie d'attribution lors du partage – Conséquences – Suspension de l'exigibilité de la

dette – Suspension de la prescription du capital et des intérêts – Suspension du cours des intérêts (non) – C. civ., art 1476. 61

3° Liquidation et partage – Récompense – Point de départ des intérêts légaux – Récompense égale à une somme nominale – Cours des intérêts à partir de la dissolution – Récompense égale au profit subsistant – Cours des intérêts à partir de la liquidation – C. civ., art. 1473. 61

4° Dissolution – Recel de communauté – Définition – C. civ., art. 1477. 133

5° Partage – Meubles – Principe – Partage en nature – Licitacion – Caractère exceptionnel – C. civ., art. 826. 133

6° Divorce – Perte des avantages matrimoniaux – Adoption du régime de la communauté universelle – C. civ. art. 299. 133

7° Dissolution – Partage de la communauté – Biens propres par nature – Application aux bijoux – C. civ. art. 1404. 133

8° Remploi – Conditions – Accord des époux (non) – Obligation d'une déclaration à l'acte (non) – Obligation de preuve de l'origine des fonds – C. civ., art. 1434, al. 1er..... 225

9° Communauté universelle – Clause de sauvegarde – Liquidation selon les règles de la communauté réduite aux acquêts – Aménagement du droit de reprise – Atteinte au principe d'immutabilité des conventions matrimoniales (non) – C. civ., art. 1525. 225

Responsabilité civile et commerciale

1° Responsabilité délictuelle – Atteinte à la vie privée – Atteinte au droit à l'image – Acte répréhensible ou dommageable commis par la voie d'un média – Action – Prescription – Délai – Point de départ – Première mise à disposition du public – C. civ., art. 1382 et 1383 - Loi du 8 juin 2004, art. 70. 207

2° Dépositaire d'OPCVM – SICAV – Sociétés commerciales – Action directe des actionnaires (non) – Loi du 30 mars 1988, art. 35 - Loi du 20 décembre 2002, art. 36 -

Directive 85/611/CEE du 20 décembre 1985, art. 16. 214

3° Dépositaire d'OPCVM – SICAV – Sociétés commerciales – Perte de la valeur des actions – Préjudice social – Action individuelle de l'actionnaire – Irrecevabilité – Exception – Préjudice personnel – Loi du 30 mars 1988, art. 35 - Loi du 20 décembre 2002, art. 36. 214

4° Banque – Règles de conduite – Normes disciplinaires – Base légale permettant aux particuliers d'invoquer leur violation (non) – Loi du 5 avril 1993, art. 39 - Loi du 12 novembre 2004, art. 5 (3). 270

5° Responsabilité contractuelle – Banque – Ordre de virement – Exécution – Banque du bénéficiaire – Mandataire substitué du donneur d'ordre – Obligation de prudence et de diligence – Obligation de contrôler la régularité apparente de l'ordre de virement – Principe de non-ingérence – Portée – Anomalies apparentes ne devant pas échapper au banquier normalement prudent et vigilant – Obligation de moyens – C. civ., art. 1994 al.2. 270

6° Responsabilité médicale – Infection nosocomiale – Obligation de résultat – C. civ., art. 1147. – **Note de Pascal Ancel, professeur à l'Université du Luxembourg** 373

7° Responsabilité contractuelle – Avocat – Caractère aléatoire de l'activité – Obligation de moyens – Obligation d'introduire régulièrement une requête – Absence d'aléa – Obligation de résultat atténuée – Exonération par la preuve de l'absence de faute – C. civ., art. 1142. 444

8° Avocat – Inexécution d'une obligation contractuelle – Préjudice – Perte d'une chance – Preuve – Chance réelle et sérieuse de voir réaliser un événement futur favorable – Appréciation in concreto – C. civ., art. 1382 et 1383. 444

9° Liquidation – Responsabilité civile du liquidateur – Société tenue à la garantie décennale prévue par les articles 1792 et 2270 du Code civil – Clôture de la liquidation – Clôture intervenant avant l'écoulement du délai de la garantie – Absence de toute dette non réglée et de tout litige – Obligation du liquidateur d'anticiper par une provision ou la conclusion de contrats d'assurance la mise

en œuvre de la garantie – Sanction – Faute engageant la responsabilité civile du liquidateur – Loi du 10 août 1915, art. 149 – C. civ., art. 1792 et 2270. – **Avec les conclusions du Ministère public** 755

Responsabilité des pouvoirs publics

1° Décision administrative – Non-respect du principe du contradictoire – Irrégularité formelle – Cause de responsabilité civile (non) – C. civ., art. 1382. 242

2° Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) – Exigence d'une faute lourde – Décision de refus d'agrément annulée par le juge administratif – Preuve de la faute (non) – Charge de la preuve des carences dans l'instruction – Loi du 23 décembre 1998, art. 20, 2). 242

3° Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) – Refus d'agrément – Dirigeant d'un établissement de crédit – Honorabilité professionnelle – Situation apparente – Faute lourde (non) – Loi du 23 décembre 1998, art. 20, 2) ; Loi du 5 avril 1993, art. 7, 3). 242

Secret professionnel

Violation - Condition - Révélation effective de l'information soumise au secret professionnel – C. pén., art. 458. 229

Sécurité sociale

1° Congé parental – Fonctionnaire – Fonctionnaire se trouvant en congé sans traitement – Conditions sous lesquelles un tel fonctionnaire est en droit de bénéficier du congé parental – Obligation de respecter l'ensemble des conditions relatives au congé parental – Obligation de respecter notamment la condition d'une affiliation continue à la sécurité sociale pendant les douze mois précédant immédiatement le début du congé parental – Loi du 16 avril 1979, art. 29bis et 30. 15

2° Revenu minimum garanti - Contrat d'insertion – Période limitée – Paiement de l'allocation complémentaire au-delà de la date limite – Prolongation des effets du contrat d'insertion (non) – Garantie légale de l'avertissement préalable (non) – Loi du 29 avril 1999, art. 15. 401

Sociétés commerciales

1° . . . «Actio mandati» – Qualité à agir – Actionnaire individuel (non) – Tiers – Condition – Préjudice personnel distinct du préjudice social – Loi du 10 août 1915, art. 59. 71

2° SICAV – Liquidation judiciaire – Exercice des droits et actions par le liquidateur – Action individuelle des actionnaires (non) – Loi du 30 mars 1988, art. 55 – Loi du 20 décembre 2002, art. 36 – Directive 85/611/CEE du 20 décembre 1985, art. 16. 214

3° Publications légalement prévues – Omission – Infraction pénale – Exception – Cause de justification – Loi modifiée du 10 août 1915, art. 163, 2° – Loi du 19 décembre 2002, art. 79. 387

3° . . . Droit d'établissement – Exploitation d'un établissement – Autorisation légalement requise – Absence d'autorisation – Délit continu – Loi du 2 septembre 2011, art. 39.

Successions

Partage agricole – Salaire différé – Conditions – Participation effective à l'exploitation sans contrepartie – Loi du 9 juin 1964, art. 1. 558

Traitement des données à caractère personnel

1° Loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel – Champ d'application large – Loi du 2 août 2002, art. 3. 229

2° Utilisation non réglementaire – Sanction pénale – Sanction limitée aux personnes agissant à titre particulier – Loi du 2 août 2002, art. 17, al. 3. 229

Travail

1° Protection de la femme salariée enceinte – Interdiction de licenciement – Condition d'informer l'employeur de l'état de grossesse dans un délai de huit jours à partir de la notification du licenciement – Relevé de déchéance de l'expiration de ce délai décidé sur base de la loi du 22 décembre 1986 – Effet – Décision revêtue

de l'autorité de la chose jugée – Décision liant le juge saisi de la demande en nullité du licenciement – Juge tenu de considérer que la salariée a satisfait à la condition d'information de l'employeur – C. trav., art. L. 337-1 – Loi du 22 décembre 1986, art. 1er. - **Avec les conclusions du Parquet général** 98

2° Licenciement avec effet immédiat – Licenciement abusif – Dommages et intérêts – Faute du salarié ayant contribué au licenciement – Pertinence (non) – C. trav., art. L. 124-12 (1). 103

3° Travail – Licenciement avec préavis – Fonds pour l'Emploi – Intervention – Appel incident – Appel d'intimé à intimé – Recevabilité – C. trav., art. L. 521-4(7) – NCPC, art. 571. 193

4° Contrat de travail – Salarié au service d'une commune – Sanction disciplinaire contractuellement prévue – Retenue d'un quart du salaire mensuel – Peine moins lourde que le licenciement – Peine légale – C. trav., art. L. 121-3. - **Note de Orsola Razzolini, professeur à l'Université du Luxembourg** 337

5° Contrat de travail à durée indéterminée – Salaire – Salaire social minimum majoré – Salarié qualifié – Notion – Nettoyeur de bâtiments – Pratique professionnelle pendant dix ans – Preuve à rapporter par le salarié – Pratique professionnelle approfondie dans la branche concernée – C. trav., art. L. 222-4 (3). 367

Vente

1° Vente d'immeubles à construire – Ventes d'immeubles à construire prévues par les articles 1601-4 et suivants du Code civil – Nullité – Nullité prévue par l'article 1601-4, alinéa trois – Domaine – Inobservation du caractère différé des obligations de délivrance et de paiement – Régime – Nullité absolue – Nullité prévue par l'article 1601-5, alinéa deux – Domaine – Inobservation du caractère authentique de la vente – Régime – Nullité ne pouvant être invoquée que par l'acquéreur – C. civ., art. 1601-4 et 1601-5. - **Avec les conclusions du Parquet général** 93

2° Compromis de vente – Condition suspensive d'octroi d'un prêt – Diligences à accomplir par l'acquéreur – C. civ., art. 1178. 403